

6383
Cilss

COMITE PERMANENT INTER-ETATS
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL
B.P. 7049 OUAGADOUGOU
TEL. 30.67.58 / 59

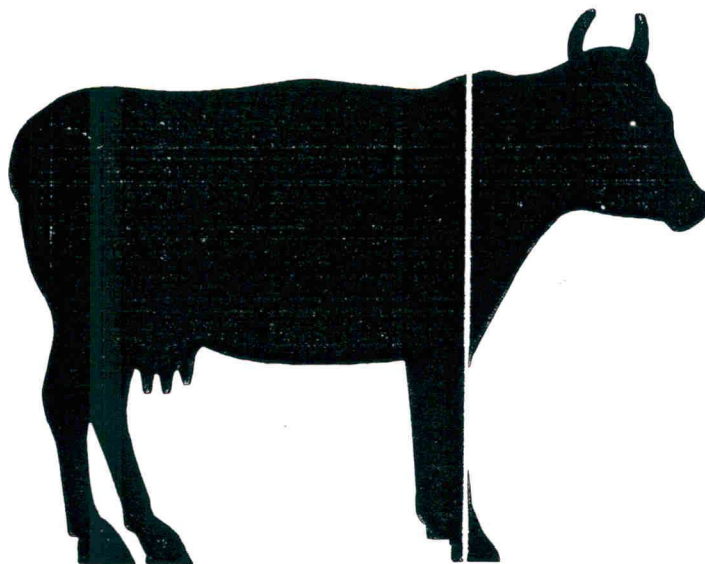


PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL
IN THE SAHEL
FAX : 30.72.47
TELEX : 5263 COMITER

**PROJET DE FLUIDIFICATION DES ECHANGES
ET DE RAPPROCHEMENT DES POLITIQUES AGRO-ALIMENTAIRES
(FERAP)**

**SOUS-ESPACE CENTRE
(COULOIR CENTRAL ELARGI)**

**RAPPORT FINAL
DE LA REUNION DES MINISTRES
CHARGES DU SECTEUR BETAIL ET VIANDE**



OUAGADOUGOU, 17 AVRIL 1996.



**COMITE PERMANENT INTER-ETATS
DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE
DANS LE SAHEL**

**B.P. 7049 OUAGADOUGOU
TEL. 30.67.58 / 59**



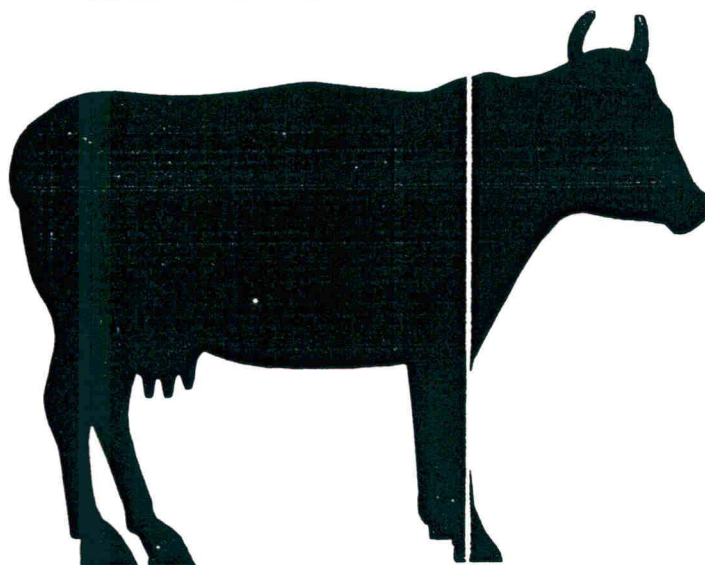
**PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE
FOR DROUGHT CONTROL
IN THE SAHEL**

**FAX : 30.72.47
TELEX : 5263 COMITER**

**PROJET DE FLUIDIFICATION DES ECHANGES
ET DE RAPPROCHEMENT DES POLITIQUES AGRO-ALIMENTAIRES
(FERAP)**

**-----
SOUS-ESPACE CENTRE
(COULOIR CENTRAL ELARGI)**

**RAPPORT FINAL
DE LA REUNION DES MINISTRES
CHARGES DU SECTEUR BETAIL ET VIANDE**



OUAGADOUGOU, 17 AVRIL 1996.

SOMMAIRE

CONTEXTE DE LA REUNION	1
DEROULEMENT DE LA REUNION	2
COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION DES MINISTRES	4
RESOLUTIONS DE LA REUNION DES MINISTRES	7
MOTION DE REMERCIEMENTS	12
LISTE DES MINISTRES PRESENTS	13

A N N E X E S

- * Ordre du jour de la réunion
- * Discours d'ouverture et de clôture :
 - Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales
de la Côte d'Ivoire
 - Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du
Burkina Faso
 - Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS
 - Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du
Burkina Faso

CONTEXTE DE LA REUNION

Plusieurs concertations régionales (Nouakchott 1992, Ségou, Ouagadougou et Abidjan 1994, Ségou et Bamako 1995) ont fait état des diverses contraintes entravant la production et la relance de la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest.

Les études, documents et projets relatifs à la promotion des échanges dans la sous-région Ouest-africaine ont abouti à des recommandations pertinentes portant sur le transport et le commerce extérieur. Malheureusement, ces recommandations n'ont pas été suivies d'effet pour diverses raisons, entre autres le contexte économique défavorable des années 80-90, et la faiblesse dans le suivi et la mise en place des programmes proposés.

Le changement de parité du franc CFA en Janvier 1994, a relancé les échanges dans la sous-région. Il s'agit, à présent, de rendre prioritaires la recherche et la mise en oeuvre de solutions concrètes aux mesures favorables à la fluidification des échanges.

Par ailleurs, dans un cadre géographique beaucoup plus large, celui de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le plan d'action sur l'élevage approuvé à la réunion d'Accra des Ministres de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAAOC), de Décembre 1993, est en cours d'exécution notamment le volet concernant la limitation des importations européennes de viande.

Le CILSS, dans sa dynamique de recherche de la sécurité alimentaire collective, a mis en place le projet de "Fluidification des Echanges et de Rapprochement des Politiques Agro-Alimentaires" (FERAP). Celui-ci élargit la vision du Couloir Central et intègre à la dynamique du commerce du bétail et viande, les autres produits agro-alimentaires. Il ambitionne d'apporter ainsi une active contribution à la résolution de la problématique du fret retour l'une des plus importantes contraintes à la réduction des coûts de transport.

En conséquence, le champ géographique du Couloir Central s'étend désormais à trois autres Etats : le Ghana, le Togo et le Niger, ceci en vue de donner plus d'efficacité au projet FERAP dans le Sous-Espace Centre.

DEROULEMENT DE LA REUNION

La rencontre des Ministres a été précédée auparavant de celle des Cadres Nationaux de Concertation.

La rencontre des Cadres Nationaux de Concertation a porté sur trois thèmes et les participants se sont répartis en trois commissions de travail portant sur :

1. Le système d'information commerciale
2. Le transport et le fret retour
3. Le financement de la commercialisation
4. Les questions urgentes proposées par le Mali et approuvées par la rencontre ont fait l'objet de traitement spécial dans chacune des commissions.

A l'issue des travaux, la rencontre des Cadres Nationaux de Concertation a fait des recommandations à l'attention de la réunion des Ministres chargés de l'Elevage.

Lors de leur rencontre, les Ministres se sont penchés sur les recommandations des Cadres Nationaux de Concertation. Après l'audition des recommandations issues de la rencontre des Cadres Nationaux de Concertation, les Ministres ont eu une séance à huis clos au cours de laquelle ils ont examiné l'aspect institutionnel du Couloir Central. Le reste des travaux s'est déroulé en plénière en présence des opérateurs économiques et des experts des cadres de concertation.

Les Ministres ont examiné par ailleurs les questions urgentes suivantes qui leur ont été soumises et ont recommandé des solutions pour les résoudre. Il s'agit notamment de :

1. Harmonisation des politiques du commerce extérieur du bétail et de la viande
 - a. Inclusion des viandes dans les produits du cru.
 - b. Harmonisation de la législation sanitaire (suppression de la quarantaine pour le bétail de boucherie).
 - c. Poursuite de la simplification des procédures (pays exportateurs et importateurs) :
 - suppression des taxes de transit sur le bétail.
 - suppression des autres droits sur le bétail.

2. Poursuite de la réflexion sur les marchés frontaliers dans l'intérêt des pays exportateurs et importateurs.
3. Mise en place d'une organisation des opérateurs économiques pour le développement des rapports de partenariat et la mise en oeuvre des recommandations d'ordre sous-régional : pools d'exportateurs et d'importateurs.
4. Protection des marchés de la sous-région par rapport à la viande des vaches folles.

Les conclusions des débats ont fait l'objet de résolutions prises par les Ministres.

Un communiqué final a été élaboré reprenant les principaux points qui ont fait l'objet des discussions.

Il convient, enfin, de souligner que la mise en oeuvre des mesures qui sont arrêtées, requerra une ferme volonté politique.

COMMUNIQUE FINAL DE LA REUNION DES MINISTRES

La Réunion des Ministres chargés de l'Elevage du Sous-Espace Centre (Couloir Central élargi) organisée sous l'égide du CILSS, s'est tenue le 17 Avril 1996 à Ouagadougou dans la salle de conférence de l'Hôtel Silmandé.

Etaient présents :

- Pour le Burkina Faso, le Professeur Alassane SERE, Ministre Délégué chargé des Ressources Animales,
- Pour la Côte d'Ivoire, Monsieur Lambert KOUASSI KONAN, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales,
- Pour le Mali, le Docteur Modibo TRAORE, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement,
- Pour le Niger, Monsieur BRAH Mahamane, Ministre du Développement Rural, de l'Hydraulique et de l'Environnement,
- Pour le Togo, Monsieur Yao Do FELLI, Ministre du Développement Rural et de l'Hydraulique Villageoise,
- Pour le Ghana, Monsieur Mike AKYEAMPONG, Vice Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Ont également participé aux travaux :

- Madame CISSE Mariam K. SIDIBE, Secrétaire Exécutif du Comité Permanent Interétats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS),
- Monsieur Bertin BORNA, Commissaire Chargé du Développement Rural et de l'Environnement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA),
- Monsieur DOUTI Lambert, Secrétaire Exécutif par intérim de la Communauté Economique du Bétail et de la Viande (CEBV),
- Monsieur Roy STACY, Directeur du Club du Sahel,
- Monsieur Baba DIOUM, Coordonnateur de la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMAAOC),
- Monsieur Emile N'DEJURU, Coordonnateur du Programme de Micro-Réalisation-Coopération Burkina-Canada (PMR),
- Monsieur Rodney KITE, Représentant de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (US-AID/Washington),
- Monsieur SLOMANE, Directeur Général de l'Autorité du Développement Intégré de la Région du Liptako Gourma (ALG)

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur Lambert KOUASSI KONAN, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de la République de Côte d'Ivoire, Président de la réunion des Ministres du Couloir Central.

Cette rencontre de Ouagadougou avait pour objet de faire le point d'exécution des résolutions des réunions tenues à Abidjan en Août 1994 et à Bamako en Décembre 1995, de prendre des mesures pour rendre plus fluides les échanges du bétail-viande et des produits agro-alimentaires, et d'examiner des questions urgentes.

Lors de la cérémonie d'ouverture, Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS a informé les Ministres du processus engagé par son Institution en vue de réaliser l'intégration régionale et la sécurité alimentaire par la fluidification des échanges de bétail-viande et le rapprochement des politiques agro-alimentaires, le FERAP.

La nouvelle approche élargit désormais, les activités du Couloir Central à l'ensemble des produits agro-alimentaires à d'autres pays de la sous-région (Ghana, Togo, Niger).

Le Ministre Délégué chargé des Ressources Animales a, dans son discours de bienvenue, exhorté ses pairs à prendre des mesures politiques à court et moyen termes pour un meilleur devenir des échanges.

Le Président de la réunion, le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de Côte d'Ivoire a demandé à ses collègues de s'atteler résolument à l'amélioration effective des échanges sous-régionaux par un train de décisions hiérarchisées, concertées et limitées, un programme réaliste d'actions concrètes et bien ciblées soutenu par des mesures politiques précises d'accompagnement.

Après la cérémonie d'ouverture, la réunion a entendu le compte rendu de la rencontre des Cadres Nationaux de Concertation tenue du 11 au 13 Avril 1996 à Ouagadougou.

La réunion se félicite de la décision de la Commission de l'UEMOA d'inclure la viande réfrigérée produite dans les Etats de l'UEMOA sur la liste des produits du cru, invite l'UEMOA à poursuivre ses efforts dans la sauvegarde des acquis de l'ex-CEAO et lui lance un appel pour procéder à une harmonisation des politiques du commerce extérieur et des transports.

La réunion a examiné les différentes propositions relatives au système d'information sur les marchés, le transport et la gestion du fret retour, et le financement de la commercialisation. Elle a aussi discuté des questions d'actualité relatives au marché du bétail et de la viande.

Après analyses et discussions, la Réunion des Ministres a pris des résolutions dans les domaines suivants :

1 - Système d'information commerciale : des actions propres à améliorer les systèmes d'information de base, doivent être menées en vue d'aboutir à une véritable bourse d'échanges.

2 - Transport et gestion du fret retour lié aux autres produits du cru : dans le cadre du renforcement de la coopération dans ce domaine et pour la mise en place de bourses régionales de gestion de fret, une relecture des conventions

régionales et des réglementations nationales s'avère indispensable. La réunion encourage la création de sociétés de droit privé spécialisées dans le transport du bétail, de la viande et des autres produits du cru.

3 - Financement de la commercialisation : l'organisation d'une rencontre sous-régionale entre les opérateurs économiques, les institutions financières et les partenaires au développement sous l'égide de l'UEMOA en vue d'examiner les problèmes et de trouver les solutions pour un financement durable de la commercialisation du bétail et de la viande.

4 - Les Cadres Nationaux de Concertation : une réflexion doit être engagée sur les cadres de concertation, leur rôle et leur mode de fonctionnement et les perspectives d'avenir en vue de les rendre plus performants.

5 - Marchés frontaliers et régulateurs : la réflexion doit être poursuivie et approfondie dans l'intérêt des pays exportateurs et importateurs. Ces marchés ne doivent aucunement servir de support pour des restrictions aux échanges.

6 - Partenariat entre les opérateurs économiques dans les Etats et entre les Etats : la mise en oeuvre d'actions tests dans divers domaines a été identifiée comme un moyen de promotion du partenariat et de trouver des solutions à certains problèmes tel le financement des opérations, la vente du bétail au poids, la gestion du fret, etc.

7 - Questions urgentes : la suspension des importations et le renforcement du contrôle des viandes bovines réfrigérées, congelées et autres produits dérivés en provenance des pays où l'incidence de la maladie de la "vache folle" est susceptible de menacer la santé humaine.

La réunion invite les Etats et les Organisations Inter-Gouvernementales impliquées à prendre toutes les mesures et dispositions nécessaires pour la mise en oeuvre des résolutions. Elle lance un appel à la communauté internationale pour appuyer les efforts nationaux et sous-régionaux. Elle demande plus de synergie dans la coordination des programmes des organisations inter-gouvernementales concernées et souhaite que l'UEMOA serve de cadre pour l'organisation des réunions ministérielles du Sous-Espace Centre avec le concours du CILSS.

La réunion a enregistré l'acceptation par le Niger de s'associer à la dynamique du Sous-Espace Centre. Elle a désigné le Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du Burkina Faso comme Président en Exercice de la réunion des Ministres.

La réunion a pris acte de la suggestion du Togo d'élargir le Sous-Espace Centre au Bénin.

Enfin, les Ministres ont décidé que la prochaine réunion ordinaire aura lieu à Bamako à une date qui sera précisée ultérieurement.

Fait à Ouagadougou, le 17 Avril 1996

LA REUNION DES MINISTRES

RESOLUTIONS DE LA REUNION DES MINISTRES

OUAGADOUGOU, 17 AVRIL 1996.

La Réunion des Ministres chargés de l'Elevage du Sous-Espace Centre (Couloir Central élargi), organisée sous l'égide du CILSS, s'est tenue le 17 Avril 1996 à Ouagadougou dans la salle de conférence de l'Hôtel Silmandé.

Etaient présentes les délégations Ministérielles :

- du Burkina Faso
- de la Côte d'Ivoire
- du Ghana
- du Mali
- du Niger
- du Togo

Ont également participé aux travaux, les Organisations Intergouvernementales et Internationales suivantes :

- UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine)
- CILSS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel)
- CEBV (Communauté Economique du Bétail et de la Viande)
- Club du Sahel
- CMAAOC (Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre)
- PMR (Programme de Micro-Réalisation-Coopération Burkina-Canada)
- US-AID (United States Agency for International Development)
- ALG (Autorité du Développement Intégré de la Région du Liptako Gourma).

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur Lambert KOUASSI KONAN, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de la République de Côte d'Ivoire, Président de la réunion des Ministres du Couloir Central Elargi.

Après la cérémonie d'ouverture, les Ministres ont entendu la lecture des recommandations de la réunion des Cadres Nationaux de Concertation.

Les Ministres se sont engagés à rendre davantage plus fluides les échanges du bétail et de la viande dans l'intérêt des différents pays et ont salué la création du projet "Fluidification des Echanges et Rapprochement des Politiques Agro-Alimentaires" (FERAP) au niveau du CILSS.

Pour les Ministres, le FERAP constitue un mécanisme d'accompagnement pour les Opérateurs économiques. Ils ont, en conséquence, exhorté le FERAP à une approche aussi pragmatique que possible des problèmes qu'il aura à résoudre.

Après analyses et discussions, les Ministres ont pris les résolutions suivantes :

*** *Système d'information***

- Procéder à l'évaluation des systèmes d'information existants en vue de la mise en place d'une bourse des échanges au niveau de chaque Etat.

*** *Amélioration des transports et gestion du fret retour***

1. Mettre en application du scellement douanier des camions par l'utilisation du Système de Grille Plombé (SGP) pour la viande et les autres produits du cru.
2. Encourager les Opérateurs économiques, les associations et les syndicats des transporteurs à la création et à la mise en oeuvre de Bourses Régionales de fret.
3. Mettre en place des postes polyvalents de contrôle jumelé aux frontières.
4. Encourager les Opérateurs économiques à créer des sociétés de droit privé spécialisées dans le transport du bétail et de la viande.
5. Saisir leurs collègues des transports sur les questions relatives à l'harmonisation et à l'application des textes juridiques et réglementaires régissant le transport inter-Etats.

Pour la réalisation concrète de ces résolutions, les Ministres invitent l'UEMOA, la CEDEAO, le CILSS, la CEBV, les Etats, les Chambres consulaires, les opérateurs économiques et les partenaires au développement à apporter chacun en ce qui le concerne le soutien politique, administratif, technique et/ou financier nécessaire.

* ***Financement de la commercialisation***

1. Réduire les risques bancaires par :
 - une meilleure organisation des opérateurs au niveau national et au niveau sous-régional avec l'appui des Cadres Nationaux de Concertation ;
 - la promotion des contrats commerciaux et la domiciliation bancaire ;
 - le développement de la communication.
2. Renforcer les capacités des opérateurs économiques à mobiliser le financement à travers :
 - les regroupements des opérateurs ;
 - la création de sociétés de droit privé ;
 - la mise en place d'un fonds de garantie communautaire par les opérateurs économiques, les chambres consulaires et les bailleurs de fonds.
3. Améliorer et étendre les instruments de financement existants aux :
 - nantissements ;
 - assurances ;
 - escomptes et réescomptes ;
 - bonifications d'intérêt ;
 - crédits de campagne.
4. Améliorer le Cadre institutionnel par :
 - l'organisation de rencontres nationales entre les opérateurs économiques, les institutions financières, les banques, les Etats et les partenaires au développement;
 - l'organisation de rencontres sous-régionales entre les opérateurs, les banques commerciales, l'UEMOA, la BOAD et la BCEAO.

QUESTIONS URGENTES

1. Harmonisation des politiques de commerce extérieur du bétail et de la viande

La réunion se félicite de la décision de la Commission de l'UEMOA d'inclure la viande réfrigérée produite dans les Etats de l'UEMOA sur la liste des produits du cru, et l'invite à poursuivre ses efforts dans la sauvegarde des acquis de l'ex-CEAO.

2. Marché frontalier et régulateur

La réunion recommande que la réflexion soit poursuivie et approfondie dans l'intérêt des Etats exportateurs et importateurs. Ces marchés ne doivent aucunement servir de support pour des restrictions aux échanges.

3. Partenariat entre les opérateurs économiques dans les Etats et entre les Etats

La réunion invite les opérateurs économiques à s'organiser en pool pour la promotion de leurs activités par :

- l'organisation des opérations tests d'échange, de partenariat, de financement et de transport ;
- l'encouragement à la pesée des animaux destinés à la boucherie en vue de la vulgarisation de la vente du bétail au poids vif.

4. Protection des marchés de la sous-région contre l'encéphalopathie spongiforme bovine ("vache folle")

La réunion des Ministres demande aux pays de la région ouest africaine, en raison du problème posé par la maladie de la "vache folle", de suspendre les importations des viandes bovines et autres produits dérivés en provenance des pays où l'incidence de la maladie est susceptible de menacer la santé humaine.

A cet égard, les Etats devraient procéder à un contrôle renforcé de leurs frontières en conformité avec les dispositions prises au niveau des Organisations Internationales telles l'OMS et l'OIE.

En conséquence, il est demandé aux pays de la sous-région d'accroître leur production animale et de faciliter les échanges en vue de couvrir les besoins du Sous-Espace Centre.

5. Cadres de concertation

Les Ministres approuvent qu'une réflexion soit engagée sur les cadres de concertation, leur rôle et leur mode de fonctionnement et les perspectives d'avenir en vue de les rendre plus performants.

6. Ancrage

Les Ministres suggèrent que l'UEMOA serve de cadre pour l'organisation des réunions Ministérielles du Sous-Espace Centre (Couloir Central Elargi) avec le concours du CILSS.

QUESTIONS DIVERSES

1. Insertion du Niger

Le Niger a accepté d'être associé à la dynamique du Sous-Espace Centre.

2. Désignation du nouveau Ministre Coordonnateur

Le Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du Burkina Faso a été porté par ses pairs à la tête de l'organisation commune en qualité de Ministre Coordonnateur.

3. Lieu et date de la prochaine réunion

Bamako a été retenu pour la prochaine réunion des Ministres chargés de l'Elevage du Couloir Central Elargi. La date de la prochaine réunion sera précisée ultérieurement.

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les Ministres chargés de l'Elevage des Pays Membres du Couloir Central Elargi, regroupant le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo, réunis à Ouagadougou le 17 Avril 1996, avec les Cadres Nationaux de Concertation du bétail et de la viande desdits pays, adressent leurs vifs remerciements à Son Excellence Blaise COMPAORE, Président du Faso, au Gouvernement et au Peuple Burkinabé pour l'accueil fraternel et chaleureux et pour toutes les facilités dont ils ont bénéficiées pour conduire avec succès leurs travaux.

Fait à Ouagadougou, le 17 Avril 1996

LES MINISTRES DU COULOIR CENTRAL ELARGI

LISTE DES MINISTRES PRESENTS

- Professeur Alassane SERE, Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du Burkina Faso
- Monsieur Lambert KOUASSI KONAN, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de Côte d'Ivoire
- Docteur Modibo TRAORE, Ministre du Développement Rural et de l'Environnement du Mali
- Monsieur BRAH Mahamane, Ministre du Développement Rural, de l'Hydraulique et de l'Environnement du Niger
- Monsieur Yao Do FELLI, Ministre du Développement Rural et de l'Hydraulique Villageoise du Togo
- Monsieur Mike AKYEAMPONG, Vice Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Ghana

ANNEXES

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DES MINISTRES

Ouagadougou, 17 Avril 1996

Hôtel SILMANDE

Mercredi 17 Avril 1997

Matinée

08:30 - 09:00 : Cérémonie Officielle d'ouverture de la Réunion des Ministres chargés de l'Elevage du sous espace centre

- Discours de Madame le Secrétaire Exécutif du CILSS
- Discours de bienvenue de Monsieur le Ministre Délégué chargé des Ressources Animales du Burkina Faso
- Discours d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales de la Côte d'Ivoire, Ministre Coordonnateur du Sous Espace Centre

09:00 - 09:30 : Suspension de séance

09:30 - 13:00 : Travaux des Ministres

1. Lecture des recommandations de la réunion sous régionale des Cadres Nationaux de Concertation
2. Délibération des Ministres
3. Questions diverses
 - Proposition d'insertion du Niger au sein du Sous-Espace Centre
 - Date et lieu de la prochaine réunion
 - Désignation du nouveau Ministre Coordonnateur.

13:00 Suspension des travaux

Après midi

19 : 00 : Cérémonie officielle de clôture

- Lecture des résolutions des Ministres
- Discours de clôture du nouveau Ministre Coordonnateur

19 : 45 : Fin de la cérémonie de clôture

**DISCOURS D'OUVERTURE DE MONSIEUR LE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET
DES RESSOURCES ANIMALES
DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE,
PRESIDENT EN EXERCICE DE LA REUNION DES
MINISTRES DU COULOIR CENTRAL ELARGI**

Messieurs les Ministres et chers collègues,
Messieurs les Représentants des Organisations sous-régionales,
Monsieur le Représentant de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine,
Messieurs les Représentants des Organisations internationales,
Messieurs les opérateurs du secteur bétail-viande,
Honorables invités,
Mesdames, messieurs.

C'est pour moi, une grande satisfaction et une joie renouvelées que de me retrouver avec vous dans cette très accueillante cité de Ouagadougou, centre géographique de ce qui est pour nous le Couloir Central. Je me réjouis à ce titre qu'elle puisse abriter la réunion des Ministres, après celle des Cadres Nationaux de Concertation.

Qu'il me soit donc permis d'exprimer ma vive reconnaissance à nos hôtes, le Gouvernement et le peuple burkinabé pour l'accueil fraternel qui nous a été réservé.

Je voudrais en outre exprimer mes sincères remerciements à vous mes chers collègues pour le grand intérêt que vous portez aux questions qui périodiquement nous amènent à nous concerter et qui vont dans la droite ligne de la consolidation de l'intégration de nos économies.

Cette convergence d'intérêt et de bonne volonté laisse augurer de la bonne tenue de nos travaux et des résultats qui ne peuvent être que positifs.

Messieurs les Ministres et chers collègues,

Notre dernière rencontre s'est déroulée en République soeur du Mali en décembre 1995. La présente assise qui devait s'y tenir n'a pu l'être, nous privant par ailleurs de l'opportunité qui nous était offerte d'assister à la foire de Sikasso, expérience dont nous aurions pu tirer bénéfice dans le cadre de l'organisation de plate-forme d'échanges sous-régionaux. Mais ce n'est que partie remise, car de nouvelles occurrences se présenteront prochainement.

Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs.

Ces échanges constituent encore une fois le point focal de notre réunion. Leur promotion, notamment dans le cadre du partenariat entre opérateurs du secteur, est une condition fondamentale à l'établissement de l'intégration économique entre nos Etats.

En effet, faut-il rappeler que toutes ces rencontres ont, entre autres, pour objectifs, l'harmonisation des politiques agricoles et de commerce extérieur, la mise en place d'un cadre privilégié d'échanges en vue de conforter et de sécuriser la reprise des échanges entre les pays du Sahel et les régions côtières?

L'initiative Couloir Central dont la dynamique, on se le rappelle, a été lancée depuis Nouakchott en 1992, a fait du chemin.

De Ouagadougou à Ségou en passant par Bamako et Abidjan, les opérateurs économiques et les experts de la filière bétail-viande, les partenaires au développement sous notre égide, se sont attaqués avec une rare énergie aux problèmes de coopérative et d'échanges dans le secteur bétail-viande.

Cependant, les bilans diagnostics établis à chaque étape montrent qu'il nous faut davantage valoriser la capitalisation de nos expériences.

Les réflexions et les propositions des présentes assises portent, entre autres, sur :

- la mise en place des systèmes d'informations commerciales ;
- le transport et le fret ;
- le financement.

Ces points constituent notre ordre du jour et leur importance ne fait aucun doute, en rapport avec les volumes physiques des échanges potentiels et la masse des flux financiers en cause.

Je ne doute pas que nos experts et les opérateurs membres des Cadres Nationaux de Concertation, réunis précédemment, aient très sérieusement planché sur ces questions et soumettent à notre analyse les conclusions auxquelles ils sont parvenus. Ces conclusions ont trait aussi bien aux questions principales qu'aux questions subsidiaires.

La proposition d'inclure les viandes dans les produits du cru déjà exprimée à Bamako devait être inscrite à l'ordre du jour de la réunion de février des Ministres chargés de l'UEMOA. Si tel a été le cas, la décision arrêtée pourrait nous être communiquée par Monsieur le Représentant présent de l'UEMOA.

La simplification des procédures, notamment la suppression des taxes, est retenue favorablement par les parties concernées. L'adoption de mesures et leur application au niveau de chaque Etat, tiennent compte du contexte économique global et devront s'y intégrer harmonieusement.

La promotion des échanges, à travers l'organisation des opérateurs économiques, la création de sociétés en joint-venture, la réalisation éventuelle de marchés frontaliers, le renforcement de la protection des marchés de la sous-région contre l'invasion des viandes extra-africaines doit demeurer une priorité pour chacun de nos Etats. L'épisode de la viande provenant de la vache folle du Royaume-Uni nous invite à davantage de rigueur, au plan de la réglementation sanitaire.

Pour terminer mon bref propos liminaire, je note qu'il est impératif de consolider les acquis de l'intégration en capitalisant le bénéfice de nos rencontres successives, en particulier la préservation des acquis de l'ex-CEAO.

Il s'agira également d'explorer les nouvelles pistes pour une fluidification plus grande de nos échanges.

Il en résultera une viabilisation de notre marché sous-régional, grâce à une meilleure compétitivité, avec des transports plus fluides et par route et rails, des capitaux plus disponibles et une circulation de l'information commerciale utile à la portée des opérateurs de nos pays respectifs.

Avec la création concertée des instruments nationaux que sont les Cadres Nationaux de Concertation et l'UEMOA, nos pays viennent de s'engager sur la voie de la modernité en recherchant dorénavant des solutions appropriées visant une gestion rationnelle des échanges de nos ressources naturelles, qu'il convient au demeurant d'accroître sans cesse pour assurer une meilleure sécurité alimentaire à nos populations de plus en plus nombreuses.

C'est sur cette note d'espoir et de confiance que je déclare ouverte la réunion sous-régionale des Ministres du Sous-Espace Centre en charge de l'Agriculture et des Ressources animales.

Je vous remercie.

DISCOURS DU MINISTRE DELEGUE CHARGE DES RESSOURCES ANIMALES DU BURKINA FASO

Excellences Messieurs les Ministres,
Messieurs les Membres du Corps Diplomatiques,
Messieurs les Représentants des Institutions Sous Régionales, Régionales et Internationales,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser au nom de Son Excellence le Président Blaise COMPAORE, Président du Faso, les chaleureux souhaits de bienvenue du Peuple et du Gouvernement du Burkina Faso ainsi qu'un agréable séjour à Ouagadougou où je l'espère vous vous sentirez chez vous.

Nous aurons souhaité en effet que l'accueil qui vous a été réservé soit à la hauteur des sentiments profonds d'amitié et d'estime que le Burkina Faso porte aux pays, Gouvernements et Institutions que vous représentez, à l'unité et à la solidarité africaine. J'espère, nonobstant la modestie de vos conditions d'accueil et d'hébergement que votre souvenir se focalisera sur un pays des hommes intègres farouchement déterminés à faire aboutir l'intégration économique tant souhaitée de notre continent. C'est vous dire l'attachement que mon pays porte à la coopération sous régionale, régionale et internationale dont nous connaissons toutes les vertus.

La rencontre d'aujourd'hui, démontre, si besoin en était l'intérêt que nos Gouvernements portent à la concertation sous régionale. L'avènement d'un sous espace collectif de référence où le seul et véritable enjeu serait la valorisation optimale de nos complémentarités, devient une nécessité impérieuse et incontournable. Le CILSS augure dans ce domaine un esprit de synthèse qu'il convient de conforter.

Excellences Messieurs les Ministres,

D'un élevage contemplatif, les différents programmes en exécution mettent désormais l'accent sur l'exigence d'une rentabilité économique certaine des opérations à entreprendre dans le secteur Elevage, doublé en cela du souci de réduire les impacts négatifs sur l'environnement naturel pour le bénéfice d'un développement durable de ce secteur. Les conclusions des travaux des Cadres Nationaux de Concertation démontrent éloquemment que le secteur des échanges commerciaux reste très complexe et qu'il se caractérise très souvent par la multiplicité de paramètres socio-politiques et économiques et parfois simplement psychologiques qui le régissent. Il importe de se féliciter de la prise de conscience des Cadres Nationaux de Concertation quant à l'organisation et la professionnalisation à faire acquérir à nos producteurs et à nos opérateurs et qui se manifestera par l'avènement de puissants groupes d'intérêts pour le secteur de

l'élevage de nos différents pays. Cette nouvelle dimension politique de l'action saurait, j'en suis persuadé, conseiller et aider utilement l'autorité pour les différents actes à prendre et susceptibles de favoriser la performance du secteur.

Excellences Messieurs les Ministres,

Dans quelques instants, nous nous pencherons sur les recommandations faites par nos Opérateurs Economiques et Experts. Il nous appartient par conséquent de les examiner et de dégager des mesures politiques à court et moyen termes pour un meilleur devenir de nos échanges. Nous devrions trouver des solutions aux contraintes multiples susceptibles d'infléchir les inter-flux naturels si bien connus de nos populations commerçantes et de consolider davantage notre espace économique sous régional préférentiel pour que nos échanges excellent de nouveau dans cette dimension régionale qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

Excellences Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais en terminant, remercier nos partenaires au développement pour leur soutien constant et les inviter à nous appuyer dans la mise en oeuvre des mesures qui seront arrêtées.

Je vous remercie de votre attention.

DISCOURS DE MADAME LE SECRETAIRE EXECUTIF DU CILSS

Excellences, Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Représentants du Corps diplomatique,
Excellences, Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations
Internationales et Inter-africaines,
Mesdames, Messieurs.

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue aux délégations venues de Côte d'Ivoire, du Mali, du Ghana, du Togo et du Niger qui ont bien voulu accepter de participer à cette rencontre de concertation et d'échange des pays du Sous-Espace Centre.

Je voudrais aussi saisir l'occasion qui m'est ici offerte, pour exprimer ma profonde gratitude à Monsieur le Ministre Délégué chargé de l'Agriculture et des Ressources Animales du Burkina Faso et à travers lui, au Gouvernement du Burkina et à Son Excellence, Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Faso, pour leur disponibilité entière et toutes les facilités accordées qui ont permis l'organisation de la présente rencontre après celle de nos Cadres Nationaux de Concertation tenue du 11 au 13 Avril 1996.

Cette réunion de Ouagadougou, au niveau ministériel et qui fait suite à celle d'Abidjan en 1994 et de Bamako de décembre 1995, marque un tournant décisif dans le processus que nous avons engagé ensemble, en vue de réaliser l'intégration économique sous-régionale par la promotion des échanges entre nos différents pays et plus particulièrement des produits agro-alimentaires, pour une sécurité alimentaire collective de nos pays respectifs.

En effet, qu'il me soit permis de rappeler ici que la définition de sous-espaces pour promouvoir les échanges commerciaux et l'intégration économique des différents pays de la sous-région, correspond à une conviction établie au niveau du CILSS, que la sécurité alimentaire de nos pays ne peut se concevoir que dans des espaces de concertation de plus en plus larges et solidaires, intégrant pays sahéliens et pays de la Côte dans une dynamique d'échanges réciproques.

Cette nouvelle vision de l'intégration régionale, basée sur l'observation des faits, qui a été bien accueillie par nos partenaires au développement a été expérimentée par le CILSS et la CEBV dans le secteur du bétail et de la viande, initialement entre le Burkina, le Mali et la Côte d'Ivoire, dans le cadre de ce qu'il était convenu d'appeler les pays du Couloir Central.

Au vu des résultats satisfaisants enregistrés au niveau de ces trois pays, d'autres pays de la sous-région ont jugé utile de se joindre à cette dynamique. On a alors parlé de Couloir Central élargi au Ghana et au Togo. Le Niger, pays d'élevage comme le Burkina Faso et le Mali, ayant de surcroît des relations intenses d'échanges avec les pays de ce Sous-Espace, ne saurait être en reste.

L'approche par sous-espace est une approche qui se veut d'abord pragmatique et associe les pays en fonction des intérêts réels. Les espaces définis ne sont donc pas des espaces figés, car ils s'interpénètrent constamment en fonction des produits et des flux commerciaux entre pays.

Pour que la dynamique soit complète, il nous faut aujourd'hui, comme vous l'aviez vous-mêmes recommandé en 1994, élargir le champ d'expérimentation aux autres pays de la sous-région en intégrant tous les autres produits agro-alimentaires, susceptibles d'être échangés entre les différents pays.

C'est pour répondre en quelque sorte à ce souci que le CILSS a conçu un projet régional qui prend en compte l'ensemble de la dynamique, en associant tous les pays du Sahel et leurs voisins immédiats.

En effet, le projet FERAP ou projet de "Fluidification des Echanges et de Rapprochement des Politiques Agro-alimentaires", voudrait, comme son nom l'indique, parvenir à rapprocher, voire harmoniser les politiques agro-alimentaires des différents pays des trois sous-espaces définis au niveau du CILSS (l'Est, l'Ouest et le Centre) afin de faciliter les échanges de ces produits pour la sécurité alimentaire collective prônée par le CILSS.

Tous les pays ont donc tous intérêt dans cette dynamique d'échanges réciproques et sont par conséquent invités à y participer.

Les résultats obtenus en matière de promotion du bétail et de la viande dans les pays du Couloir Central, notamment sur le plan de l'organisation des marchés, de la mise en place des systèmes d'information et de la simplification des procédures, seront capitalisés dans le cadre du nouveau projet et mis à profit pour donner une impulsion à l'ensemble de la dynamique.

C'est pourquoi les résultats des travaux des Cadres Nationaux de Concertation que vous allez à présent examiner sont importants à plus d'un titre. Je puis vous assurer que les résolutions que vous prendriez au cours de cette rencontre seront traduites en actions concrètes et constitueront le point de départ de cette nouvelle dynamique.

Je souhaite donc un plein succès à nos travaux !

Je vous remercie de votre aimable attention.

DISCOURS DE CLOTURE DU MINISTRE DELEGUE CHARGE DES RESSOURCES ANIMALES DU BURKINA FASO

Excellences Messieurs les Ministres,
Messieurs les Membres du Corps Diplomatiques,
Messieurs les Représentants des Institutions Sous-Régionales, Régionales et Internationales,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de la confiance que vous avez placée sur ma modeste personne, et à travers moi au Burkina et au Chef d'Etat, Son Excellence Blaise COMPAORE, Président du Faso.

Ce que je vais dire de mon prédécesseur n'est pas un discours protocolaire d'usage mais des sentiments forts que j'éprouve, qui sortent du coeur. En effet le Ministre d'Etat, Son Excellence Konan KOUASSI Lambert a dirigé les premiers pas de cette concertation avec tact, chaleur, dans un esprit de grande ouverture et de grande tolérance. Vous comprenez maintenant, lorsque vous l'avez côtoyé, pourquoi le grand département qu'il dirige évolue de façon si spectaculaire. Il a vraiment posé les bases d'une coopération régionale qui va faire parler d'elle. Il me passe donc le témoin dans d'excellentes conditions, et son exemple sera pour moi une source d'inspiration.

Je sais en outre, que je saurais compter sur l'appui et l'aide de tous les Collègues :

- Le Ministre du Développement Rural et de l'Economie du Mali chez qui je puiserai sagesse et modération.
- Le Ministre du Développement Rural et de l'Environnement du Niger dont la largesse de vue et l'expérience seront déterminantes.
- De mon collègue du Togo, qui représente un pays proche dans nos coeurs.

Et enfin du Ministre du Ghana qui nous apportera la touche anglo-saxonne, faite de rigueur et de pragmatisme.

Quant au Secrétaire Exécutif du CILSS, je voudrais lui dire combien je suis ravi à l'avance de travailler avec elle, elle qui a mis en place ce mécanisme avec une gentillesse doublée d'une force de caractère peu commune.

Je voudrais enfin m'adresser à tous les acteurs, opérateurs économiques, intervenants de toute origine technique dans le secteur. Vous avez montré au cours de vos travaux, de la maturité avec grand souci du sens des responsabilités. Aujourd'hui nous sommes prêts à vous accompagner, mais sachez que demain c'est sur vous que nous compterons pour que ce secteur vital pour l'économie sahélienne devienne un levier puissant de l'économie régionale.

Quand à vous, partenaires au développement vous avez accompagné le mouvement pour qu'il soit puissant. Il ne l'est pas encore tout à fait. Soyez à nos côtés pour que demain tous les membres des cadres de concertation de nos différents pays puissent dire que l'aide a tué l'aide. Certes, on peut y arriver ensemble, pourvu que débarrassé de certaines tendances à vouloir refaire des modèles qui ont fait leur preuve il est vrai dans votre contexte, on tienne compte des spécificités, de l'état d'avancement de nos structures. Pour cela il faut travailler ensemble, en partenaires, pour bien cerner les goulots d'étranglements, les contraintes et trouver des solutions originales adaptées à notre contexte socio-économique du moment. Sachez qu'il y a trente ou trente cinq ans, lorsque j'étais étudiant, le marché de Rodez ou de Millau dans le Sud de la France était moins évolué que celui de POUYTenga au Burkina Faso.

Tous ensemble, continuons le bon travail.

Je voudrais, Mesdames et Messieurs, vous souhaitez un bon retour dans vos foyers respectifs.

Vive la coopération régionale.

Je vous remercie.

